



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 29

## **Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Yvon Picotte  
Ministre des Affaires municipales**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1990**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi assouplit d'abord les règles relatives à la durée du mandat des membres des commissions permanentes de la Communauté urbaine de Montréal, du président et du vice-président de son conseil et des membres du conseil d'administration de sa Société de transport qui sont également membres du conseil d'une municipalité. La durée de ce mandat sera dorénavant celle fixée par le conseil de la Communauté ou par le gouvernement, selon le cas. Comme actuellement, le mandat prendra fin prématurément si le titulaire du poste cesse d'être membre du conseil de la Communauté avant l'expiration de la période fixée. Toutefois, contrairement à ce que prévoit la loi actuelle, une personne sera réputée cesser d'être membre du conseil de la Communauté à l'expiration de son mandat comme maire ou conseiller au sein d'une municipalité, même si ce mandat est renouvelé sans interruption.*

*Ce projet de loi supprime également la règle selon laquelle le vice-président du conseil ou d'une commission de la Communauté cesse d'exercer sa fonction lorsque cesse d'être président la personne qui a été nommée en même temps que lui ou qui était en fonction lorsqu'il a été nommé.*

*Enfin, ce projet de loi change le nom de la commission du transport en commun de la Communauté en y supprimant les mots « en commun ».*

## Projet de loi 29

### Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 82 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par la suppression, dans le paragraphe 5<sup>o</sup>, des mots « en commun ».

**2.** L'article 82.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « en commun ».

**3.** L'article 82.4 de cette loi, modifié par l'article 11 du chapitre 56 des lois de 1989, est remplacé par le suivant :

« **82.4** Le Conseil ou le gouvernement, selon le cas, fixe la durée du mandat d'un membre qu'il nomme à une commission.

Toutefois, une personne qui cesse d'être membre du Conseil cesse dès lors d'être membre de la commission.

Pour l'application du deuxième alinéa, une personne cesse d'être membre du Conseil à l'expiration de son mandat de membre du conseil d'une municipalité même si son nouveau mandat commence simultanément. ».

**4.** L'article 82.8 de cette loi est modifié :

1<sup>o</sup> par la suppression du deuxième alinéa ;

2<sup>o</sup> par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, des mots « mentionnée au premier ou deuxième alinéa, selon le cas » par les mots « applicable en vertu du premier alinéa » ;

3° par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa, des mots « les premier et deuxième alinéas » par les mots « le premier alinéa ».

**5.** L'article 101.1 de cette loi, modifié par l'article 12 du chapitre 56 des lois de 1989, est remplacé par le suivant :

« **101.1** Le Conseil fixe la durée du mandat de son président et de son vice-président.

Toutefois, une personne qui cesse d'être membre du Conseil cesse dès lors d'en être le président ou le vice-président.

Pour l'application du deuxième alinéa, une personne cesse d'être membre du Conseil à l'expiration de son mandat de membre du conseil d'une municipalité même si son nouveau mandat commence simultanément. ».

**6.** L'article 101.2 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**7.** L'article 241 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « de quatre ans » par les mots « d'une durée fixée par le Conseil ».

**8.** L'article 243 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « de quatre ans » par les mots « d'une durée fixée par le conseil d'administration ».

**9.** L'article 245 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit : « Pour l'application du présent alinéa, une personne cesse d'être membre du Conseil à l'expiration de son mandat de membre du conseil d'une municipalité même si son nouveau mandat commence simultanément. ».

**10.** Toute personne qui, le (*indiquer ici la date de la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi*), est membre du conseil d'une municipalité et titulaire d'un poste de membre d'une commission visée à l'article 82 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, de président ou de vice-président du conseil de cette communauté ou de membre du conseil d'administration de la Société de transport de celle-ci demeure titulaire du poste jusqu'à la première des éventualités suivantes :

1° l'expiration de la période de quatre ans depuis sa dernière nomination à ce poste ;

2° l'expiration ou la fin prématurée de son mandat de membre du conseil d'une municipalité;

3° la fin prématurée de son mandat comme titulaire du poste, pour une raison prévue par la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal.

**11.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.